Extrait du El Correo

http://www.elcorreo.eu.org/Propositions-du-FMI-pour-le-G-20Argentine-Le-document-du-Fonds-est-honteux

Interview Mercedes Marco del Pont

Propositions du FMI pour le G-20Argentine : « Le document du Fonds est honteux »

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : vendredi 15 avril 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La présidente de la banque Centrale Mercedes Marcó del Pont, a assuré que l'organisme offre une vision discutable vue depuis l'intérêt des pays en développement et recommande l'appréciation du taux de change. « Nous continuerons à accumuler des réserves », a-t-elle répliqué.

« Nous allons continuer à intervenir sur le marché d'échange pour assurer la compétitivité, nous préserverons les outils pour régler les mouvements de capitaux de court terme, et nous continuerons à accumuler des réserves au-delà de ce qu'il cherche à nous imposer le Fonds monétaire international » (FMI), a assuré la présidente de la Banque Centrale de la République Argentine (BCRA) **Mercedes Marco del Pont**. La fonctionnaire se trouve aux États-Unis, où elle s'est exprimée hier dans le cadre de la prestigieuse « *Minsky Conference* »qu' organise le « **Levy Institute** » à New York. Aujourd'hui elle participera à Washington avec la délégation argentine à la rencontre des ministres des Finances et des Présidents des Banques Centrales du G-20. Depuis les quais du *Penn Station*, tandis qu'elle attendait le train qui l'a conduite vers la capitale des Etats-Unis, la fonctionnaire s'est entretenue par téléphone avec Pagina 12.

Quelle sera la position que soutiendra l'Argentine à la réunion du G-20 ?

Il y a quelques points en discussion à partir de l'ensemble des propositions qui proviennent des documents du FMI. Le Fonds offre une vision discutable pour les intérêts des pays en développement et recommande l'appréciation du taux de change comme outil pour amortir la hausse des le prix des *commodities*. Le document du Fonds est honteux, sans vergogne. Ils proposent aussi que les pays en développement, pour éviter le *« réchauffement »*, avancent dans la consolidation fiscale, nouvel euphémisme trouvé pour l'ajustement. Il est vrai que le FMI reconnaît maintenant que l'entrée sans restriction des capitaux peut être négative, mais ils s'adjugent la capacité de dire, quand et comment, il faut l'utiliser. Nous n'allons pas céder sur notre position sur les contrôles des entrées et des sorties de capitaux, sur l'accumulation de réserves, sur le désendettement ni sur l'intervention sur le marché des changes.

Pourquoi ?

Parce que ses propositions impliquent l'exportation de la crise vers les pays en développement. La correction des déséquilibres globaux ne peut pas limiter notre politique économique. Dans le débat sur les déséquilibres globaux les tensions sont sous-jacentes entre la Chine et les États-Unis, mais ils nous mettent tous dans la même sac. Selon leur vision, pour rééquilibrer l'économie mondiale, nous devons tomber dans un déficit de compte courant. Les pays en développement comme l'Argentine doivent faire le contraire, privilégier l'excédent pour éviter un étranglement du

Copyright © El Correo

secteur externe. Comme cela est survenu dans les rencontres du G-20, les gouvernements latinoaméricains, de Turquie, Inde et Chine nous arrivons avec un consensus très solide pour résister à toute proposition qui vise à conditionner les degrés de liberté.

Des fonctionnaires de différents gouvernements et des organismes multilatéraux ont avancé la nécessité de réguler le prix des *commodities*.

Nous allons repousser toute initiative de régulation qui conditionne les revenus d'exportation des pays en développement. C'est très différent d' avancer une discussion sur la régulation nécessaire de la spéculation financière avec des instruments dérivés. Sans politiques comme la préservation du taux de change, l'accumulation de réserves et les contrôles de capitaux que l'Argentine applique, il n'est pas possible de faire face aux pressions vers la « reprimarisation » que nous pays de la région affrontons. Pour promouvoir l'industrialisation dans un scenario à très hauts termes d'échange pour les matières premières, il est nécessaire d'offrir des politiques publiques et de protection. Il est vrai qu'il manque encore beaucoup en matière de distribution. Mais si dans les dernières années il n'y avait eu seulement que le vent en poupe pour le soja nous n'aurions pas connu les améliorations qui qu'on observe maintenant. C'était le résultat de politiques publiques qui ont eu pour axe la redistribution des bénéfices et la croissance de l'emploi, en quantité et en qualité.

Quelle a été la réponse des participants du *Minsky Conference* après votre exposé ?

Précisément la présentation que nous avons faite cherchait à mettre en évidence que la question financière est liée directement avec ce qui se passe sur le marché du travail et avec la répartition du revenu. Ce ne sont pas des compartiments isolés. Ce fut face a un public composé des économistes hétérodoxes, mais aussi des fonctionnaires de différents gouvernements et de nombreux de membres du secteur financier qui se sont montrés surpris par les chiffres positifs d'emploi, de répartition du revenu et de recomposition salariale. Dans les forums internationaux on discute beaucoup de la régulation mais on ne parle pas d'où va venir la demande nécessaire pour soutenir la croissance.

Página 12. Buenos Aires, le 15 avril 2011.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi

[Contrat Creative Commons]
Cette création par http://www.elcorreo.eu.org est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported.

El Correo. Paris, le 15 avril 2011.